Nations Unies A/77/308/Add.1

Assemblée générale

Distr. générale
7 novembre 2022
Français
Original : anglais

Soixante-dix-septième session
Point 89 de l'ordre du jour
Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Note du Secrétaire général

En raison de circonstances exceptionnelles, le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique n'a pas pu prononcer devant l'Assemblée générale sa déclaration annuelle sur le rapport de l'Agence, dont il est fait mention dans la note du Secrétaire général (A/77/308). Ce dernier communique ci-joint le texte de ladite déclaration, dans laquelle le Directeur général présente ledit rapport.

22-24951 (F) 081122 081122

Merci de recycler

Déclaration faite par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session

C'est pour moi un honneur de m'adresser à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-dix-septième session ordinaire et de l'informer des importants travaux que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a effectués au cours de l'année écoulée.

L'AIEA n'est pas au service exclusif des quelques pays qui utilisent l'énergie nucléaire. Il s'agit d'une institution qui compte 175 États membres et qui sert les intérêts de toutes les nations sans exception. En outre, elle n'est pas uniquement l'indispensable gendarme de la planète en ce qui concerne les armes nucléaires : c'est aussi l'institution qui veille à ce que tous puissent bénéficier des gigantesques avantages de la science et de la technologie nucléaires sans que personne ne soit laissé de côté.

Le monde est actuellement en proie à de nombreuses difficultés, et l'AIEA aide ses États membres à affronter celles-ci de manière globale et à long terme, qu'il s'agisse de garantir l'approvisionnement en nourriture, en eau et en énergie, ou de lutter contre les maladies et la pollution par le plastique.

Avant d'aborder le travail que nous accomplissons en partenariat avec les États membres pour mettre le pouvoir de la science et de la technologie nucléaires au service de la réalisation de plus de la moitié des objectifs de développement durable, je souhaite m'arrêter sur l'un des problèmes les plus immédiats et pressants qui se posent à nous.

La guerre en Ukraine est le premier conflit militaire à mettre en péril un programme d'énergie nucléaire de grande envergure. Depuis le début, l'AIEA œuvre sans relâche pour aider le pays à garantir la sûreté et la sécurité de ses installations nucléaires et à tenir le reste du monde informé de l'état dans lequel celles-ci se trouvent.

J'ai fait rapport au Conseil des gouverneurs de l'AIEA et au Conseil de sécurité, et publié plus de 110 mises à jour publiques.

L'AIEA a dépêché quatre missions en Ukraine, dont trois dirigées par moi-même. Je remercie la communauté internationale de l'appui apporté pour que ces missions puissent avoir lieu, et exprime ma reconnaissance au Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, et au Secrétariat pour la cruciale assistance spécialisée qu'ils ont fournis en matière de sécurité et de logistique.

À la suite des missions que nous avons effectuées à la centrale nucléaire de Tchornobyl et dans sa zone d'exclusion, le transfert au siège de l'Agence des données relatives aux garanties et à la surveillance des rayonnements a été rétabli et nous avons pu mettre en œuvre un programme d'appui complet.

La dernière mission en date a permis à l'AIEA d'établir une présence permanente à la centrale nucléaire de Zaporijia, la plus grande centrale nucléaire d'Ukraine et d'Europe, et la plus menacée par la guerre.

Depuis, je m'efforce de mettre en place une zone de sûreté et de sécurité nucléaires à la centrale de Zaporijia afin d'empêcher les bombardements d'endommager cette dernière ou d'en interrompre l'alimentation électrique, qui est cruciale. Je me suis entretenu personnellement avec le Président ukrainien, Volodymyr Zelensky, et le Président russe, Vladimir Poutine. Je continuerai à délibérer avec l'Ukraine et la Fédération de Russie pour que cette zone voie le jour.

Il serait inacceptable qu'un accident vienne aggraver les souffrances endurées, qui sont déjà terribles. Nous devons tout faire pour éviter cela.

Mère Nature nous appelle de façon de plus en plus pressante à faire face à la crise climatique, sachant que le monde est de surcroît aux prises avec la pire crise énergétique constatée depuis les années 1970. Ces défis ont conduit les décideurs de tous les continents à se tourner de nouveau vers la solution éprouvée et modulable que représente le nucléaire pour diversifier leurs sources d'énergie et décarboniser le combustible de base nécessaire à l'exploitation des énergies éolienne et solaire. Selon les prévisions, la réalisation des objectifs climatiques exigera de multiplier au moins par deux les capacités nucléaires au cours des trois prochaines décennies.

Nous avons les outils voulus pour faire évoluer le monde vers une gestion plus durable de l'énergie, et nous devons les utiliser. C'est le message que je souhaite également adresser à la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tient en ce moment même à Charm El-Cheikh, en Égypte.

L'accent mis sur une plus large utilisation de l'énergie nucléaire met en relief le travail essentiel qu'accomplit l'AIEA, qui s'emploie en particulier à donner la priorité à la sûreté et à la sécurité et à veiller à ce que les garanties continuent d'être appliquées sans interruption.

Aujourd'hui, plus de 400 réacteurs nucléaires en service dans plus de 30 pays fournissent plus de 10 % de l'électricité mondiale et plus d'un quart de l'électricité à faible émission de carbone. Sans l'énergie nucléaire, les émissions mondiales de dioxyde de carbone seraient considérablement plus élevées. Quelque 18 pays construisent actuellement 56 nouveaux réacteurs, et 30 pays prévoient ou envisagent de mettre en place un programme d'énergie nucléaire.

Pour que le nucléaire puisse réaliser son potentiel, notamment pour ce qui est de la production de chaleur et d'hydrogène à faible émission de carbone, il devra être considéré sur un pied d'égalité avec les autres sources d'énergie à faible émission de carbone dans les décisions de financement. Les décisions que prennent les États aujourd'hui auront un profond impact sur l'économie et l'environnement, et ce, pendant des générations. L'AIEA aide les décideurs à fonder leurs politiques sur la science et les faits, plutôt que sur la peur et l'idéologie. Les petits réacteurs modulaires offrent de nouvelles possibilités à de nombreux pays, en particulier les pays en développement. Pour qu'ils soient commercialisés rapidement et en toute sécurité, l'Agence mobilise les parties prenantes, notamment le secteur industriel et les organismes de réglementation, en vue d'harmoniser et de normaliser les approches.

À mesure que les nouvelles technologies créent de nouvelles possibilités et que la science et la technologie nucléaires favorisent la réalisation des objectifs de développement durable dans le monde entier, l'AIEA veille à ce que personne ne soit laissé de côté. Dans le même temps, nous faisons en sorte que les normes de sûreté et de sécurité et les cadres juridiques internationaux restent solides, souples et tournés vers l'avenir. Les normes de sûreté de l'Agence sont considérées comme des références internationales pour ce qui est de la protection des personnes et de l'environnement contre les effets nocifs des rayonnements ionisants, et ses lignes directrices en matière de sécurité et ses codes de conduite jouent un rôle équivalent en aidant la communauté internationale à empêcher que des matières nucléaires ne tombent entre les mains de terroristes.

Pour aider les pays à appliquer efficacement ces instruments, l'AIEA propose des services de conseil et des examens par les pairs qui permettent d'améliorer en

permanence la sûreté et la sécurité dans tous les domaines du cycle du combustible, y compris la gestion des déchets radioactifs.

Le Gouvernement japonais a demandé à l'AIEA, en sa qualité d'organisation impartiale dont les activités reposent sur la science et ayant une envergure mondiale, d'apporter son aide avant, pendant et après l'évacuation de l'eau traitée par le système avancé de traitement des liquides et stockée à la centrale nucléaire de Daiichi à Fukushima. En collaboration avec une équipe d'experts internationaux, l'Agence évalue la conformité du processus d'évacuation à ses normes de sécurité, adoptées par consensus et appliquées universellement.

Nos équipes de contrôle ont relevé le défi d'inspecter des quantités toujours plus grandes de matières nucléaires et un nombre croissant d'installations, en assurant la communauté internationale de leur utilisation pacifique tout en restant fermes, objectives et diligentes à tout moment, notamment dans les cas difficiles.

Le monde de la prolifération et des garanties nucléaires est en pleine évolution. L'AIEA doit apporter les solutions techniques nécessaires au développement de la propulsion nucléaire navale, qui est prévu dans le cadre juridique en vigueur.

L'Agence fonde les travaux qu'elle mène dans ce domaine sur le mandat de vérification et de non-prolifération qui lui a été confié.

Les activités de vérification et de suivi des engagements contractés par la République islamique d'Iran en matière nucléaire au titre du Plan d'action global commun ont été gravement compromises par la décision prise par le pays en février 2021 d'arrêter d'honorer ces engagements, notamment ceux découlant du Protocole additionnel.

Si l'Iran recommençait à s'acquitter pleinement de ses engagements au titre du Plan d'action, l'Agence devrait recueillir toutes les informations concernant les faits survenus pendant que son matériel de surveillance et de contrôle lié au Plan d'action n'était pas en service, sachant que le volume de ces informations ne cesse d'augmenter.

En ce qui concerne l'Accord relatif à l'application de garanties dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, l'Iran doit encore répondre à certaines de nos questions concernant les traces d'uranium artificiel trouvées sur trois sites non déclarés dans ce pays. En conséquence, l'Agence n'est pas en mesure de garantir que le programme nucléaire du pays est exclusivement pacifique.

L'AIEA reste disposée à collaborer sans délai avec l'Iran pour régler ces questions.

Aujourd'hui, 189 États ont un accord de garanties en vigueur, et 140 de ceux-ci ont donné effet à un protocole additionnel. Je demande aux cinq États parties au Traité sur la non-prolifération qui n'ont pas d'accord de garanties généralisées de prendre dès que possible les mesures voulues. En outre, j'encourage également les États qui n'ont pas encore conclu de protocole additionnel à le faire sans tarder. Je demande de nouveau aux États qui ont conclu un protocole relatif aux petites quantités de matières fondé sur l'ancien modèle de le modifier ou de l'annuler : l'ancien modèle n'est tout simplement pas adapté au système de garanties actuel.

Depuis la Conférence générale de 2021, nous continuons de surveiller le programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée. Nous avons notamment constaté certains éléments indiquant que le site d'essais nucléaires a été rouvert et que les installations fonctionnent et les travaux de construction se poursuivent sur le site de Yongbyon.

La poursuite du programme nucléaire du pays constitue une violation manifeste des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, ce que nous déplorons et trouvons extrêmement perturbant. L'Agence continue de se tenir prête à exercer le rôle essentiel qui est le sien dans la vérification du programme nucléaire de la République populaire démocratique de Corée.

Dans un monde en proie à de multiples difficultés concomitantes, notamment l'insécurité et les changements climatiques, les utilisations pacifiques de la science et de la technologie nucléaires jouent un rôle de plus en plus vital dans nombre des domaines les plus importants de la vie en société. Elles contribuent directement à la réalisation de plus de la moitié des objectifs de développement durable, et indirectement à celle de tous les objectifs.

L'AIEA est le principal véhicule permettant de mettre ces outils respectueux des valeurs de la vie à la disposition de ceux qui en ont le plus besoin sur les quatre continents, que ce soit pour guérir des maladies, apaiser la famine, protéger l'environnement ou favoriser le progrès sans nuire à la planète.

Dans les situations d'urgence, l'AIEA a réagi avec rapidité et efficacité. Pendant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), nous avons travaillé nuit et jour pour mettre en place le plus grand programme mondial d'intervention d'urgence lancé depuis la création de l'Agence, il y a de cela près de soixante-dix ans.

Pour que le monde puisse mieux faire face aux pandémies à l'avenir, nous avons conçu le projet d'action intégrée contre les zoonoses. En collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'AIEA met actuellement sur pied un réseau mondial de laboratoires qui permettra de tirer parti des outils de la science nucléaire pour repérer et analyser les virus ; dans ce cadre, les deux entités travaillent main dans la main et se tiennent mutuellement informées. Les premières livraisons ont déjà été effectuées et les premières formations ont été données.

Comme l'a montré la COVID-19, le fardeau représenté par les problèmes de santé est profondément inégal d'une région du monde à l'autre. Le cancer menace de submerger les pays en développement et de réduire à néant une grande partie des progrès sociaux qu'ils ont récemment accomplis.

Il est inacceptable que la moitié des pays africains ne disposent même pas d'un seul appareil de radiothérapie, lequel peut sauver des vies.

Cette année, à Addis-Abeba, l'AIEA a renforcé sa mobilisation en lançant l'initiative Rayons d'espoir, qui vise à motiver la communauté internationale à lutter contre cette pandémie silencieuse en offrant des soins de radiothérapie et de cancérologie à tous ceux et toutes celles qui en ont besoin. L'initiative bénéficie du ferme soutien de l'Organisation mondiale de la Santé et des dirigeants de l'Union africaine. Le Président sénégalais et Président de l'Union africaine, Macky Sall, en est un ardent défenseur : il en a souligné l'importance dans le discours qu'il a prononcé devant cet éminent organisme il y a quelques semaines à peine.

Les crises sanitaire et énergétique que nous connaissons actuellement sont aggravées par une crise alimentaire. L'alimentation et l'agriculture restent une priorité absolue pour les États membres, puisque près d'un quart des projets relevant du programme de coopération technique de l'Agence ont été consacrés à ces secteurs en 2021.

Les applications et techniques nucléaires comme l'hydrologie isotopique aident les agriculteurs à améliorer la gestion de leurs sols. La sélection par mutation permet aux scientifiques de mettre au point des cultures qui produisent des rendements plus élevés et plus fiables tout en économisant l'eau et en réduisant la nécessité de recourir

à des pesticides nocifs. Des bananeraies des Andes aux plaines d'Afrique, l'AIEA donne aux États membres les moyens d'accomplir plus efficacement cet important travail, souvent en collaboration avec la FAO.

Cela étant, la sécurité alimentaire ne dépend pas que de la terre. Nombreux sont ceux qui tirent nourriture et moyens de subsistance de l'océan.

Les changements climatiques et la pollution par le plastique menacent cet équilibre. L'initiative Technologie nucléaire au service de la lutte contre la pollution par le plastique (NUTEC Plastics), lancée par l'AIEA, et les laboratoires que cette dernière a installés en Autriche et à Monaco aident les pays à tirer parti de techniques de rayonnement respectueuses de l'environnement pour recycler davantage de plastique et recourir au traçage isotopique de façon à acquérir une meilleure connaissance de problèmes comme la pollution marine par les microplastiques et l'acidification de l'océan.

Dans tous les efforts que nous déployons, il est essentiel que toutes et tous, quel que soit leur genre, puissent à la fois recueillir tous les bienfaits connexes et mettre leurs talents pleinement à disposition. L'AIEA cherche à autonomiser les femmes, tant celles qu'elle sert que celles qu'elle emploie.

Cette année, les femmes comptent pour 40 % des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, signe que les politiques visant à atteindre la parité d'ici à 2025 font leurs preuves.

Parallèlement, le programme de bourses Marie Sklodowska-Curie de l'Agence offre une aide financière aux femmes qui préparent un master dans le domaine nucléaire. Au cours des trois dernières années, le nombre de bourses octroyées dans ce cadre est passé de 100 à 150 par an. Je demande instamment à celles et ceux qui le peuvent de soutenir ce programme afin qu'il puisse continuer d'améliorer l'équilibre entre les genres dans ce domaine crucial.

Nous vivons une époque difficile – ce n'est un secret pour personne. L'utilisation sûre, sécurisée et pacifique de la science et de la technologie nucléaires nous donne néanmoins les moyens de concrétiser bon nombre de nos priorités les plus urgentes, de remplir la mission de l'AIEA et de contribuer à la réalisation du Programme commun lancé par l'ONU.

Il ne peut y avoir de paix et de développement que si l'accès à ces précieuses ressources et les connaissances sur leur utilisation sont largement partagés entre tous les pays et si personne n'est laissé de côté. Pour conclure, je vous promets que l'AIEA continuera résolument à veiller à ce que ces conditions soient mises en place.